

**CONVENTION CADRE RELATIVE A L'ENFOUISSEMENT
DES RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES
DEPLOYES PAR SFR FIBRE SAS**

ENTRE

D'UNE PART

Syndicat Mixte d'énergie Orge- Yvette- Seine en Ile-de-France (SMOYS), syndicat mixte fermé identifié au SIREN sous le numéro 259 102 457, exerçant, au sens du IV de l'article L. 2224-31 du Code général des collectivités territoriales, l'autorité concédante organisatrice de la distribution publique d'électricité sur le territoire des communes membres au titre de cette compétence transférée, représenté par Monsieur Brahim OUAREM, Président du SMOYS, domicilié pour les présentes en son siège à Place Roger Perriaud, 91700 Sainte- Geneviève- des- Bois,

Ci-après désignée la « **COLLECTIVITE** » ;

ET

D'AUTRE PART

SFR FIBRE SAS, société par action simplifiée, au capital de 78 919 817,50 euros, dont le siège social est sis 10 rue Albert Einstein, 77420 CHAMPS-SUR-MARNE, immatriculée au RCS de Meaux sous le numéro 400 461 950, représentée par [...], dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après désignée la « **SOCIETE** » ;

La COLLECTIVITE et la SOCIETE seront ci-après individuellement ou collectivement désignées la/les « Partie(s) ».

PREAMBULE

La pose coordonnée des différents réseaux, et notamment les réseaux électriques et de communications électroniques, favorise la réduction du coût des travaux et réduit la gêne provoquée par des chantiers successifs. Il en est de même pour la dissimulation des réseaux aériens inesthétiques. Les réseaux aériens de communications électroniques et les réseaux publics aériens de distribution d'électricité étant fréquemment voisins, il est souhaitable que leur dissimulation dans un même secteur soit coordonnée.

Lorsque de plus ces réseaux sont disposés sur les mêmes supports, cette coordination est soumise aux dispositions de l'article L.2224-35 du Code Général des Collectivités Territoriales, lequel est pour mémoire, rédigé comme suit

« Tout opérateur de communications électroniques autorisé par une collectivité territoriale, par un établissement public de coopération compétent pour la distribution publique d'électricité, ou par un gestionnaire de réseau public de distribution d'électricité à installer un ouvrage aérien non radioélectrique sur un support de ligne aérienne d'un réseau public de distribution d'électricité procède, en cas de remplacement de cette ligne aérienne par une ligne souterraine, à l'initiative de la Collectivité ou de l'établissement précité, au remplacement de la totalité de sa ligne aérienne en utilisant la partie aménagée à cet effet dans l'ouvrage souterrain construit en remplacement de

l'ouvrage aérien commun . Les infrastructures communes de génie civil créées par la Collectivité territoriale ou l'établissement public de coopération leur appartiennent.

L'opérateur de communications électroniques prend à sa charge les coûts de dépose, de réinstallation en souterrain et de remplacement des équipements de communications électroniques incluant en particulier les câbles et les coûts d'études et d'ingénierie correspondants. Il prend à sa charge l'entretien de ses équipements. Un arrêté des ministres chargés des communications électroniques et de l'énergie détermine la proportion des coûts de terrassement pris en charge par l'opérateur de communications électroniques.

Les infrastructures d'accueil, d'équipement de communications électroniques, en particulier les fourreaux et les chambres de tirage, peuvent faire l'objet d'une prise en charge financière partielle ou complète par la collectivité ou par l'établissement public de coopération, qui dispose alors d'un droit d'usage ou de la propriété de ces infrastructures dans des conditions fixées par la Convention prévue au dernier alinéa. Dans le cas où la collectivité est propriétaire des infrastructures, l'opérateur dispose alors d'un droit d'usage pour rétablir ses lignes existantes.

Une convention conclue entre la collectivité ou l'établissement public de coopération et l'opérateur de communications électroniques fixe les modalités de réalisation et, le cas échéant, d'occupation de l'ouvrage partagé, notamment les responsabilités et la participation financière de chaque partie, sur la base des principes énoncés ci-dessus, et indique le montant de la redevance qu'il doit éventuellement verser au titre de l'occupation du domaine public ».

Lorsque l'enfouissement des réseaux de communications électroniques ne s'inscrit pas dans le cadre d'une opération d'enfouissement coordonnée avec les réseaux publics de distribution d'électricité, et que ces derniers reposent sur des Appuis Propres, l'enfouissement des réseaux de communications électroniques est à la charge du demandeur.

Pour favoriser la réduction des coûts afférents à ces opérations, les Parties s'accordent sur le fait que les responsabilités doivent être clairement réparties, la maîtrise d'ouvrage étant assurée par la COLLECTIVITE pour les infrastructures communes de génie civil, et par la SOCIETE s'agissant des travaux de câblage.

Dans un souci de simplification et d'efficacité opérationnelle, et pour tenir compte de la décision de la COLLECTIVITE approuvant les travaux de génie civil de communications électroniques ; dès lors que les réseaux de communications électroniques de la Société sont disposés sur au moins un Appui Commun avec le réseau public de distribution d'électricité - la Collectivité renonçant au droit d'usage qu'il pourrait lui être assuré au titre des dispositions prévues par l'article L2224-35 du CGCT - il est convenu que la SOCIETE prendra en charge 100% des coûts de fourniture des Installations de communications électroniques comprenant les études et le matériel, ainsi que la quote-part des coûts de terrassement prévus au titre dudit article ; la COLLECTIVITE prenant en charge les autres coûts de génie civil.

Il est à noter que les coûts de terrassement visés par l'article L2224-35 du CGCT s'entendent comme ceux qui correspondent aux seuls travaux de terrassement nécessaires au remplacement de la ligne aérienne de distribution électrique et de la ligne de communication électroniques aériennes existantes, lesquels devront permettre le raccordement en souterrain des logements existants à la date de l'enfouissement.

Lorsque le réseau de communications électroniques est disposé uniquement sur Appuis Propres, ces coûts seront pris en charge par la Collectivité.

CELA ETANT PRECISE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet d'organiser les relations entre les Parties pour la mise en œuvre des dispositions de l'article L2224-35 du CGCT.

Dans le cadre de la dissimulation des réseaux aériens désignés à l'article 2 et de leur Enfouissement, la COLLECTIVITE et la SOCIETE se sont accordées pour laisser à la SOCIETE la propriété des Equipements et des Installations de Communications Electroniques que la SOCIETE aura réalisés à ces occasions.

ARTICLE 2 DESIGNATION DES TRAVAUX

Les travaux d'Enfouissement de l'opération d'aménagement portent simultanément :

- Pour les réseaux d'électricité : sur les lignes de réseaux et sur les lignes électriques de branchement.
- Pour les réseaux de communications électroniques : sur les lignes de réseaux et sur les lignes terminales de communications électroniques.

Les longueurs de lignes aériennes électroniques et de communications électroniques à enfouir ne sont pas nécessairement disposées sur Appuis Communs. Au niveau de chaque chantier, il peut exister des supports spécifiques à l'une ou l'autre des Parties, pour soutenir les lignes de réseaux, de branchement ou terminales.

L'opportunité des chantiers envisagés est du seul ressort de la COLLECTIVITE.

ARTICLE 3 DEFINITIONS

Les définitions suivantes sont retenues au sens de la présente Convention.

- Le terme « **Appui(s) Commun(s)** » désigne le(s) « Support(s) » de ligne aérienne d'un réseau public de distribution d'électricité sur lequel est également établi le réseau de communications électroniques ,
- Le terme « **Appui(s) Propre(s)** » désigne le(s) « Support(s) » de ligne aérienne sur lesquels seuls sont établis un ou plusieurs réseaux de communications électroniques,
- Le terme « **Enfouissement** » s'entend de la mise en souterrain des ouvrages électriques et de communications électroniques ou, si les Parties en conviennent, de leur dissimulation par pose sur façades, les tracés retenus devant dans ce cas permettre la suppression de toutes les traversées de voirie en aérien ;
- En cas de mise en souterrain, les travaux d'Enfouissement comportent la réalisation d'un « **Ouvrage Souterrain Commun** », constitué de la tranchée commune et éventuellement, d'« Infrastructures Communes de Génie Civil » (égouts, galeries, réservations, fonçages...),
- La « **Tranchée Aménagée** » s'entend de la partie de la tranchée commune de l'Ouvrage Souterrain Commun, destinée à recevoir les seules Installations de Communications Electroniques aériennes existantes, dont l'aménagement comprend notamment le grillage avertisseur et dont le schéma figure en annexe 1 à la présente Convention,
- Les « **Equipements de Communications Electroniques** » comprennent le câblage, les bornes de raccordement destinées à recevoir le câblage de communications électroniques, les équipements actifs et leurs divers accessoires,
- Les « **Installations de Communications Electroniques** » visées dans la présente Convention désignent les fourreaux, les chambres de tirage éventuelles y compris leurs cadres et trappes standards, les socles des bornes de raccordement, et leurs accessoires nécessaires au seul enfouissement des réseaux aériens existants. Elles ne comprennent ni le câblage ni ses accessoires.

ARTICLE 4 CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

La Convention s'applique aux travaux nécessaires sur le domaine public routier et non routier, et sur les domaines privés (à l'exception des parties privatives intérieures aux immeubles) à l'Enfouissement des Equipements de Communications Electroniques dans le respect des dispositions du Code des Postes et Communications Electroniques, des règles techniques en vigueur et notamment des règles d'hygiène et de sécurité, et des spécifications de matériel.

ARTICLE 5 PREPARATION DU PROJET

Article 5.1 Conception du projet

La SOCIETE est associé, pour les ouvrages le concernant, au choix de l'itinéraire des réseaux posés en coordination et de la capacité des ouvrages souterrains communs.

La COLLECTIVITE se réserve le droit d'assurer la coordination des travaux avec la réalisation d'autres travaux intéressant le domaine public routier conformément aux dispositions de l'article L 115-1 du Code de la Voirie Routière. Elle informe la SOCIETE des décisions (notamment calendrier des travaux et dispositions techniques) arrêtées en la matière.

Chaque maître d'ouvrage fait son affaire de la mise en œuvre des prescriptions du code du travail relatives à la prévention des risques et à la sécurité sur le chantier et de leur observation par les entreprises intervenantes.

Article 5.2 Prestations techniques

Article 5.2.1 Etudes

La COLLECTIVITE fournit à la SOCIETE :

- la confirmation, sous une forme et un délai de préavis à convenir, des travaux d'Enfouissement à exécuter
- un plan indiquant la zone exacte des travaux (un exemplaire papier et un exemplaire informatique au format .DWG)
- un avant-projet (un exemplaire papier et un exemplaire informatique au format .DWG indiquant le tracé prévisionnel de la Tranchée Aménagée, ainsi que le tracé prévisionnel des ouvrages autres que ceux de la SOCIETE (électricité, éventuellement gaz, eau, assainissement, autres réseaux de communications électroniques,...) à établir,
- un planning prévisionnel des travaux

La SOCIETE fournit à la COLLECTIVITE :

- un plan de génie civil sous forme d'esquisse indiquant le tracé de ses propres canalisations, l'implantation des bornes de raccordement et précisant les types de chambres à poser, leur position de principe et pour la reprise en souterrain des branchements, la position estimative de l'adduction vers les domaines privés.
- La SOCIETE réalise les études et l'ingénierie relatives aux Equipements de Communications Electroniques de son propre réseau.

Article 5.2.2 Génie civil

La COLLECTIVITE est maître d'ouvrage des travaux relatifs à la Tranchée Aménagée nécessaires au transfert en souterrain des réseaux et branchements existants qui comprennent notamment :

- L'ouverture de la tranchée (démolition des revêtements, terrassement, déblayage, étayage éventuel, aménagement du fond de fouille) ;
- La fermeture de la tranchée (remblayage, dispositifs avertisseurs y compris ceux des réseaux de l'opérateur, compactage) ;
- La réfection des revêtements (provisoires et/définitifs) ;
- L'installation des équipements annexes (barriérage, clôture, signalisation, balisage, dépôt de matériels, baraquements, ..., et ;
- La dépose et le traitement des appuis aériens.

La SOCIETE fournit la totalité des matériels constitutifs des Installations de Communications Electroniques propres à ses lignes de réseaux et lignes terminales en domaine public routier, non routier et privés (à l'exception des parties privatives intérieures aux immeubles).

La SOCIETE désigne la COLLECTIVITE pour assurer en son nom les missions de maîtrise d'ouvrage afférentes à la pose de ces Installations de Communications Electroniques dans la Tranchée Aménagée ou dans les Infrastructures Communes de Génie Civil, y compris la mise en place d'un lit de sable et la réalisation des éventuelles antennes de génie civil.

L'entreprise désignée par la COLLECTIVITE pour ces travaux se verra remettre par la SOCIETE un bon d'enlèvement de ces matériels chez le fournisseur agréé par la SOCIETE.

A la demande de la COLLECTIVITE, la SOCIETE pourra - le cas échéant - faire livrer ces matériels et fournitures sur le dépôt de la COLLECTIVITE qui lui aura été préalablement indiqué.

Article 5.2.3 Câblage

La SOCIETE réalise les travaux concernant :

- Le tirage et le raccordement de nouveaux câbles dans les Installations de Communications Electroniques
- La reprise en souterrain ou en façade des raccordements des clients concernés
- La dépose et le traitement des anciens câbles

ARTICLE 6 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le maître d'ouvrage s'oblige à exécuter les présentes prestations avec tout le soin nécessaire conformément aux règles de l'art. A ce titre, il s'engage à appliquer les normes techniques ou guide pratique en vigueur, notamment :

- UTE C 15900 (adduction /pénétration /cohabitation réseaux énergie et communication)
- EN 50174-1 (qualité)

ARTICLE 7 RÉCEPTION DES INSTALLATIONS DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

La SOCIETE (ou son représentant) est invitée aux réunions de chantier, et dispose d'un droit d'accès permanent sur les chantiers d'implantation des Installations de Communications Electroniques réalisés au nom de la SOCIETE sous la maîtrise d'ouvrage de la COLLECTIVITE.

La vérification technique peut être réalisée par tranche.

La vérification technique des Installations de Communications Electroniques est effectuée selon le processus suivant :

Sur demande de l'entreprise mandatée par la COLLECTIVITE pour réaliser les travaux, adressée à la SOCIETE par courrier ou courriel, celle-ci procède avec cette entreprise à la vérification des Installations de Communications Electroniques affectées à ses propres besoins, sous réserve de la réalisation préalable par l'entreprise des essais d'alvéolage et de la remise des plans projets comportant les cotes d'implantation et les annotations de chantier (plans minutes du récolement après chantier) relatives auxdites Installations de Communications Electroniques.

A la suite de cette vérification, la SOCIETE remet à l'entreprise un certificat de conformité des Installations de Communications Electroniques.

Si toutefois l'entreprise mandatée bénéficie d'une certification ISO 9002, elle peut simplement adresser le procès-verbal de contrôle à l'opérateur et les plans projets comportant les cotes d'implantation et les annotations de chantier (plans minutes du récolement après chantier) relatives auxdites Installations de Communications Electroniques.

Lors de la vérification ou de la pose des câbles, des réserves (non-conformités) peuvent être constatées par la SOCIETE. Elles devront être levées par l'entreprise mandatée par la COLLECTIVITE dans la semaine suivant leur découverte.

A la suite de la levée de ces réserves, la SOCIETE remet à l'entreprise un certificat de conformité des installations de Communications Electroniques et l'entreprise remet à la SOCIETE un recollement.

ARTICLE 8 DELAI POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CABLAGE

Les travaux de câblage sont réalisés par la SOCIETE.

La SOCIETE ne commencera les travaux de câblage qu'après avoir constaté la conformité technique des Installations de Communications Electroniques et avoir reçu le procès-verbal de réception des installations notifié sans réserve.

Sur demande de l'entreprise mandatée par la COLLECTIVITE pour la réalisation de la maîtrise d'œuvre et après réception des Installations de Communications Electroniques telle que visée à l'article 7, la SOCIETE réalise les opérations de câblage dans un délai maximum de 15 jours par tranche de 500ml.

ARTICLE 9 UTILISATION DES OUVRAGES MIS A DISPOSITION - RÉGIME DE PROPRIÉTÉ

La Tranchée Aménagée et les Infrastructures Communes de Génie Civil visées à l'article 2 sont la propriété de la COLLECTIVITE.

La SOCIETE est propriétaire des Installations de Communications Electroniques qu'elle a fournies sur le domaine public routier et non routier ainsi que sur les domaines privés dans les conditions exposées à l'article 5.2.2 et des Equipements de Communications électroniques. Elle en assure à ses frais l'exploitation, la maintenance, la réparation, l'entretien et le renouvellement à compter de la réception.

ARTICLE 10 CONDITIONS FINANCIERES

En application des dispositions prévues par l'article L2224-35 du CGCT, les parties conviennent de la répartition des prises en charge financières dans les conditions suivantes.

Article 10.1 Répartition des dépenses afférentes à la Tranchée Aménagée et aux Infrastructures Communes de Génie Civil

La SOCIETE prend à sa charge 20 % des coûts de réalisation de la Tranchée Aménagée et des Infrastructures Communes de Génie Civil, lesquels sont arrêtés forfaitairement par les Parties à la somme de 9,00 € HT par mètre linéaire de tranchée.

Ces coûts de terrassement visés s'entendent comme ceux qui correspondent aux seuls travaux de terrassement nécessaires au remplacement de la ligne aérienne de distribution électrique et de la ligne de communication électroniques aériennes existantes, lesquels devront permettre le raccordement en souterrain des logements existants à la date de l'enfouissement.

La COLLECTIVITE prend à sa charge le solde des coûts de réalisation de la Tranchée Aménagée et des Infrastructures Communes de Génie Civil, les besoins de la SOCIETE étant limités aux besoins exprimés dans l'esquisse mentionnée à l'article 5.2.1 de la présente Convention.

La COLLECTIVITE assure directement le règlement des travaux de génie civil réalisés par l'entreprise de son choix.

La SOCIETE assure pour chaque chantier le remboursement à la Collectivité de la quote-part des coûts de réalisation de la Tranchée Aménagée et des Infrastructures Communes de Génie Civil lui incombant au titre du présent article, sur présentation du titre de recettes correspondant.

Article 10.2 Répartition des dépenses des Installations de Communications Electroniques

La SOCIETE prend à sa charge la totalité des coûts de fourniture des Installations de Communications Electroniques comprenant les études et le matériel,

La COLLECTIVITE prend à sa charge les coûts de pose des Installations de Communications Electroniques au sein de la Tranchée Aménagée et des Infrastructures Communes de Génie Civil.

La COLLECTIVITE assure directement le règlement des travaux de génie civil réalisés par l'entreprise de son choix.

Article 10.3 Répartition des dépenses des Equipements de Communications Electroniques

10.3.1 Cas des enfouissements sur appuis communs

La SOCIETE prend à sa charge 100% des coûts relatifs aux travaux de câblage afférents aux Equipements de Communications Electroniques visés à l'article 5.2.1 et à l'article 5.2.3 de la présente Convention pour l'enfouissement de ses lignes aériennes implantées sur Appuis Communs.

10.3.2 Cas des enfouissements sur Appuis Propres

Lorsque le réseau est disposé sur Appuis Propres, la COLLECTIVITE prend à sa charge 100% des travaux de câblage, en compensation des installations et infrastructures nouvellement créées pour son compte et prises en charge par la COLLECTIVITE. Ces travaux feront préalablement l'objet d'un devis présenté par la SOCIETE à la COLLECTIVITE.

ARTICLE 11 RACCORDEMENT DE NOUVEAUX CLIENTS

La SOCIETE s'engage à raccorder en souterrain les futurs clients sur le domaine public routier (art. 332-15, Code de l'Urbanisme) où ses réseaux de communications électroniques sont en souterrain, sous réserves (i) qu'ils en fassent la demande expresse et (ii) que ces clients soient raccordables en l'état des Installations de Communications Electroniques existantes.

ARTICLE 12 RESPONSABILITES

Chaque Partie renonce à tout recours contre l'autre Partie à raison des malfaçons constatées après l'achèvement complet du chantier en particulier après les réfections de voirie.

ARTICLE 13 DUREE DE LA CONVENTION

La Convention cadre reste en vigueur tant que le droit d'établir ou d'exploiter un réseau ouvert au public ou de fournir au public un service de communications électroniques prévu par l'article L.33-1 du Code des Postes et Communications Electroniques n'a pas fait l'objet d'une suspension ou d'un retrait sauf dénonciation à une date anniversaire des présentes par l'un des signataires avec un préavis de trois mois, par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 14 CHANGEMENT DE STATUT

En cas de changement de statut juridique de l'une des Parties à la présente Convention, la présente Convention sera transférée de plein droit à la nouvelle entité juridique sous réserve de l'accord écrit de l'autre Partie.

ARTICLE 15 CONTESTATION

Les éventuelles difficultés nées de l'application de la présente Convention seront traitées lors d'une réunion de suivi annuelle organisée entre les Parties.

A défaut de règlement amiable, tout litige dans l'interprétation ou de l'exécution de cette Convention sera soumis par la Partie la plus diligente au Tribunal administratif compétent.

ARTICLE 16 CONFIDENTIALITE

La COLLECTIVITE s'engage à ne pas communiquer et/ou à ne pas divulguer à des tiers les informations et plans appartenant à la SOCIETE et faisant l'objet de la présente Convention à l'exception des personnes, dont le nombre devra être nécessairement limité, et qui auront pour mission l'exécution de la présente Convention.

La COLLECTIVITE s'engage d'une part, à informer les dites personnes de la confidentialité à laquelle sont soumis ces informations et plans et d'autre part, à prendre de façon générale, toute mesure permettant de préserver la confidentialité des documents objet du présent article.

La présente clause continuera à s'appliquer pendant un délai de trois ans après la résiliation de cette Convention et ce quel qu'en soit la cause.

Fait à Paris, le ____ / ____ / _____, en deux exemplaires originaux, dont un pour chacune des Parties.

Pour la SOCIETE

Pour la COLLECTIVITE

ANNEXE 1

